

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 30/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARLO ERBA REAGENTS**

Chaussée du Vexin  
BP 616  
27100 Val-De-Reuil

Références : 2024.ERA.KL.425  
Code AIOT : 0005800503

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement CARLO ERBA REAGENTS implanté Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARLO ERBA REAGENTS
- Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005800503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Carlo Erba est fournisseur d'équipements et produits de laboratoire. Sur le site de Val de Reuil, sont conditionnés et mélangés divers liquides inflammables.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Application de l'AM 24/09/20 aux stockages de récipients mobiles LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	Demande d'action corrective	15 jours
2	Incompatibilité des produits	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.15	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détection incendie stockages LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Stratégie de défense incendie des stockages de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Rapport d'incident - accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1	Sans objet
5	Bâtiments de stockage liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article annexe V - II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les stockages de liquides inflammables de la société Carlo Erba doivent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/10/10 modifié et de l'arrêté ministériel du 24/09/20.

L'exploitant a commencé par réorganiser ses stockages en récipients mobiles, et a ainsi diminué les risques à la source. Tous doivent théoriquement, selon les engagements pris et expliqués, être regroupés dans les bâtiments F. Ceux-ci doivent être mis aux normes pour le 1er janvier 2026, notamment en ce qui concerne les systèmes de rétentions et extinctions automatiques incendie. Le remplacement des contenants fusibles concernés est également prévu au fur et à mesure. Des

plans d'actions précis doivent encore être fournis à l'inspection.

Si toutefois l'exploitant rencontre des difficultés dans la mise en œuvre, dans les délais impartis, de la réglementation relative aux stockages de liquides inflammables qui a évolué suite à l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019, il peut utilement en alerter son syndicat professionnel, qui a engagé des discussions avec la DGPR concernant les travaux de gros œuvre notamment.

Par ailleurs, un gros travail est à mener par l'exploitant sur la nécessaire compatibilité des produits associés à une même rétention. Une réorganisation de stockage et / ou des travaux sont attendus, là où notamment sont susceptibles d'être mélangés des liquides inflammables et comburants.

D'autres demandes sont indiquées dans le corps du présent rapport, et nécessitent la mise en œuvre d'actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Application de l'AM 24/09/20 aux stockages de récipients mobiles LI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Récipients mobiles de liquides inflammables
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ;</li><li>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</li></ol> II. Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.  III. Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en récipients mobiles de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés. Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein

d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

#### Constats :

Depuis l'inspection réalisée en juin 2023, l'exploitant a continué à diminuer et réorganiser les stockages de liquides inflammables en récipients mobiles sur son site de Val-de-Reuil. En plus de recyclage de produits sur un autre site du groupe à Marseille, l'exploitant a développé un process, n'entraînant pas de nouveau classement ICPE, permettant de valoriser les produits qui ont une date de péremption (appelés retraités) ainsi que les purges des process de fabrication.

Comme cela avait déjà été indiqué par l'exploitant en 2023, il n'y a plus de liquide inflammable stocké dans plusieurs bâtiments précisés en annexe confidentielle. Dans 2 de ces bâtiments, il ne peut rester que des en-cours de production dans la journée. Le soir, aucun liquide inflammable ne doit être stocké dans ces bâtiments. Les agents de sécurité, qui passent hors heures ouvrées, doivent vérifier qu'il n'y a pas de tels stockages, et remonter l'information au responsable environnement si tel était le cas. L'exploitant a présenté aux inspecteurs le rapport de sécurité établi dans ce contexte le 15/10/24 par l'agent de sécurité.

Suite aux questions de sécurité soulevées lors de l'inspection de juin 2023 (effets domino vers des bâtiments autour...), l'exploitant a réorganisé le auvent. Désormais, il ne doit plus y avoir de liquide inflammable stocké dans cet auvent situé au centre de l'usine, selon l'exploitant. Ces stockages ont été transférés dans les bâtiments F.

Dans cet auvent, à terme, resteront une dizaine de GRV en cours de remplissage avec des résidus de production inflammables, qui ne sont donc pas considérés comme du stockage, comme ont pu le constater les inspecteurs le 25/11/24. Ce nombre de GRV pourrait être optimisé en fonction des productions de la semaine par exemple. Lorsqu'un GRV est plein, son contenu doit être analysé par le laboratoire avant d'être envoyé dans l'un des bâtiments F. Ces GRV doivent être mis sur rétentions locales adaptées.

Toutefois, le jour de l'inspection 25/11/24, il y avait encore dans cet auvent quelques bidons de liquides inflammables qui n'avaient rien à y faire : 6 cartons avec la mention "destruction - à traiter HSE", "acide acétique glacial". Il y avait aussi 1 fût de solvant chloré inflammable.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande n°1 :** Suite à la réorganisation réalisée par l'exploitant, le auvent V01 ne doit plus contenir aucun "stockage" de liquide inflammable, de même que les bâtiments G01, G02, R01, J04. Les quelques récipients mobiles de liquides inflammables constatés le jour de l'inspection dans le auvent V01 doivent être supprimés sous 1 semaine.

**Demande n°2 :** Les GRV en cours de remplissage avec des résidus de production entreposés dans le auvent V01 doivent être mis sous 3 mois sur rétentions locales adaptées. L'incompatibilité entre ces produits doit être vérifiée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 :** Incompatibilité des produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.15

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie prévus à l'article VII-I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, les inspecteurs ont constaté que 2 bâtiments G01 et G02 sont associés à une même rétention. Or, dans l'un des bâtiments sont manipulés des liquides extrêmement inflammables ; et dans l'autre, sont notamment stockés des liquides comburants... Un comburant est une substance qui permet ou qui aide une substance inflammable à prendre feu. Un comburant n'est pas inflammable mais il augmente/accélère la combustion des produits inflammables. Cette substance peut provoquer ou aggraver un incendie, ou même provoquer une explosion en présence de produits inflammables. Précautions / mesures de sécurité : ne pas conserver à proximité des substances inflammables des produits comportant ce pictogramme de danger.  Par conséquent, les liquides extrêmement inflammables et les liquides comburants sont incompatibles et ne peuvent pas être associés à une rétention commune.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande n°3 de l'inspection :</b> L'exploitant doit prendre des dispositions pour que les produits incompatibles ne soient pas associés à une rétention commune. En l'occurrence, le jour de l'inspection, les inspecteurs ont constaté que des liquides extrêmement inflammables et des liquides comburants sont associés à une rétention commune du côté des bâtiments G. Sous 3 mois, l'exploitant doit analyser l'incompatibilité de ses produits, et prendre les mesures nécessaires ; notamment il doit réorganiser ses stockages dans G et fournir les justificatifs à l'inspection des installations classées attestant que les produits incompatibles ne sont plus associés à une rétention commune, et que les réseaux et rétentions sont adaptés aux produits en question (résistance à l'action physico-chimique...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Contenants fusibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Récipients mobiles LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. II. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger

H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.

Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

#### Constats :

Comme échangé lors de l'inspection du 05/06/23, des liquides de mention de danger H225 sont stockés sur site (dans le bâtiment F, pour des purges en interne...). L'inspection avait alors alerté l'industriel sur le fait qu'aucun protocole n'est établi, permettant de valider des moyens de protection incendie efficaces pour des contenants fusibles de liquides inflammables.

Par conséquent, l'exploitant doit continuer à remplacer ses contenants fusibles de liquides de mention de danger H225 concernés. Il a indiqué en inspection les remplacer au fur et à mesure. L'exploitant indique qu'il faut une logistique particulière avec ses clients pour l'utilisation de conteneurs métalliques, dont il faut prévoir et organiser le retour (au lieu de contenants fusibles qui étaient détruits ensuite).

Une organisation est mise en place au sein du groupe pour rappeler cette exigence de sécurité en cas d'achat de nouveaux produits par exemple.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande de l'inspection :** L'exploitant doit continuer à travailler pour respecter les prescriptions de l'article III.1 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 à échéance 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Détection incendie stockages LI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

#### Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de liquides inflammables, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du stockage couvert et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le

compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.  
Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique.

Dispositions applicables à partir du 1er janvier 2026 selon l'annexe 2-I de l'arrêté ministériel du 24/09/20

#### Constats :

Selon les explications fournies par l'exploitant, un Système de Sécurité Incendie est opérationnel sur le site. Les cellules F sont notamment équipées de détections flamme qui, en cas de déclenchement, doivent entraîner automatiquement le déclenchement d'une sirène d'évacuation ; hors période de production, une alarme est envoyée au gardien (en permanence sur site) qui a pour instruction d'appeler l'astreinte POI de l'entreprise, et de mettre en oeuvre les premiers moyens d'intervention le cas échéant.

Le dernier contrôle réalisé par la société Promat sur le système de détection incendie de l'usine date de mi octobre 2024. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir encore reçu le rapport.

Le dernier rapport qu'il a pu présenter en inspection, correspond au contrôle du 08/01/2024, et conclut notamment que 9 détecteurs ont été changés. Ce rapport ne mentionne pas le test de l'ensemble de la chaîne de sécurité, à savoir notamment le contrôle de la sirène d'évacuation.

Lors du tour terrain, des alarmes étaient activées au niveau du système de sécurité incendie : "J04 - vitre du déclencheur manuel à changer", " détection fumée J03 zone extérieure à changer", "compresseur - défaut technique". Ces défauts sont à lever

De la détection explosimétrique est également installée au niveau des réservoirs aériens, dans les bâtiments F... selon les explications de l'industriel.

Lors du tour terrain, l'inspection a vu par sondage des détecteurs gaz dans certaines rétentions de réservoirs aériens.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande de l'inspection :** L'exploitant doit faire vérifier et tracer l'ensemble de la chaîne de sécurité, à savoir détection incendie traitée par le système de sécurité incendie, qui enclenche automatiquement la sirène d'évacuation et l'alerte gardien, selon les explications fournies en inspection. Il doit ensuite prendre les dispositions qui s'imposent pour lever les non conformités et observations.

En outre, il est nécessaire que l'alarme de la chaufferie soit reliée au système de sécurité incendie.

Les alarmes activées le jour de l'inspection au niveau du système de sécurité incendie sont à lever.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Bâtiments de stockage liquides inflammables

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article annexe V - II

**Thème(s) :** Risques accidentels, rétentions et extinction automatique incendie



### **Prescription contrôlée :**

II. Pour les autres installations existantes, un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026.

Chaque récipient mobile contenant un liquide inflammable est par ailleurs associé à un dispositif de rétention dont la capacité utile respecte les dispositions du point I de l'article III. 12 du présent arrêté dans le même délai.

### **Constats :**

En ce qui concerne le dispositif de rétention, les bâtiments F01 F02 et F03 sont reliés à une rétention déportée extérieure présentant un volume suffisant, via un système de drainage dont les avaloirs, grands comme une paume de main, sont de toute évidence sous-dimensionnés par rapport aux dispositions réglementaires prises suite à l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019. Cela a été signalé dès 2020 lors d'une inspection sur le sujet des stockages de liquides inflammables. Au niveau des portes de F01, les inspecteurs ont pu constater qu'il n'y avait aucune délimitation entre l'intérieur de la cellule et l'extérieur.

L'industriel a indiqué réfléchir à ces possibilités techniques suivantes pour mettre en conformité ses installations, qui ont quelque peu évolué par rapport à ce qui avait été présenté lors de l'inspection de juin 2023 :

- possibilité n°1 : après avoir vérifié la taille des drains sous les cellules F01 F02 F03 qui mènent vers la rétention déportée, modification si possible des avaloirs dans ces cellules
- possibilité n°2 : réfection complète du réseau à l'intérieur de chaque cellule F01 F02 F03, et création d'un nouveau bassin déporté du côté de ce bâtiment F derrière le parking, bassin qui serait alimenté par des pompes de relevage

Dans les bâtiments F01 F02 F03, sont stockés des récipients mobiles de liquides inflammables miscibles et non miscibles. F01 et F02 font plus de 500 m<sup>2</sup>, F03 est celui qui a la plus grande surface, 600 m<sup>2</sup>. Par conséquent pour mettre aux normes ces bâtiments au regard de l'arrêté ministériel du 24/09/2020, l'exploitant envisage d'installer un système extinction automatique incendie en application de l'annexe V point II de cet AM. Il s'agira d'une extinction automatique incendie haut foisonnement répondant au référentiel R12 de l'APSAAD, avec un temps de noyage de 2 minutes pour les cellules F01 et F02 autorisées à contenir des liquides inflammables, et un temps de noyage de 3 minutes pour la cellule F03 de surface légèrement plus grande et autorisée à contenir des liquides extrêmement inflammables. Cette installation fixe se mettant en route dès détection permettra de lutter au plus vite contre tout départ de feu, et donc de protéger les installations.

Au regard de l'arrêté ministériel du 24/09/2020, cette installation doit être opérationnelle pour le 1er janvier 2026.

Les principales contraintes exposées par l'exploitant pour ces mises en conformité sont financières, l'entreprise étant déficitaire.

Si toutefois l'exploitant rencontre des difficultés dans la mise en oeuvre, dans les délais impartis, de la réglementation relative aux stockages de liquides inflammables qui a évolué suite à l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019, il peut utilement en alerter son syndicat professionnel, qui a engagé des discussions avec la DGPR concernant les travaux de gros oeuvre

notamment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de l'inspection :** L'exploitant doit vérifier si le réseau de drainage actuel depuis les cellules F01 F02 F03 vers la rétention déportée est suffisamment dimensionné. Puis il doit définir un plan d'actions visant la mise en oeuvre d'un système de rétention respectant la section IV de l'arrêté ministériel du 24/09/20 pour le 1er janvier 2026, et le mettre en oeuvre.

Ces études sont à fournir pour fin mars 2025 à l'inspection des installations classées, accompagnées de plan des siphons coupe feu installés le cas échéant sur le site ainsi que le plan de leur maintenance.

**Demande de l'inspection :** L'exploitant doit définir pour fin mars 2025 un plan d'actions visant la mise en place d'une extinction automatique incendie dans les 3 cellules F01 F02 F03 pour le 1er janvier 2026, et le mettre en oeuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Stratégie de défense incendie des stockages de liquides inflammables**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

43-1. Stratégie de lutte contre l'incendie. L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en oeuvre :

- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;
- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;
- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 ;

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette

partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

En application de l'article VI.1.I de l'arrêté ministériel du 24/09/20 : I. Les installations disposant de stockages en récipients mobiles soumis au présent arrêté et de réservoirs fixes soumis à l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 appliquent les dispositions de l'article 43 de l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 en lieu et place des dispositions du présent titre VI.

#### **Constats :**

La société Carlo Erba a élaboré une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de toucher ses stockages de liquides inflammables. Par arrêté préfectoral du 24/09/2021, il est acté que l'exploitant est non autonome, c'est-à-dire a élaboré une stratégie ayant recours aux moyens du SDIS.

Depuis l'inspection de juin 2023, le fonctionnement du groupe motopompe est désormais assuré. En effet, le groupe motopompe ne serait plus impacté par les zones d'effets thermiques 12 kW/m<sup>2</sup> générées en cas d'incendie sur le auvent, étant donné que le auvent ne contient plus de stockages de liquides inflammables.

Le dernier exercice réalisé sur le site avec le SDIS 27 date de 2023. En 2025, l'exploitant prévoit de solliciter le SDIS et la Police pour un autre exercice.

Lors du tour terrain, l'inspection a vérifié les dates de derniers contrôles de certains moyens de défense incendie : le RIA n°12 à l'entrée du site et les PIA n°1 dans L01 et n° 5 dans le bâtiment F01 ont été vérifiés par la société Promat en septembre 2023, les extincteurs n°10 dans le bâtiment F01 et n°110 dans le bâtiment F02 ont été vérifiés par la société Promat en mai 2024.

Par contre, certains moyens de défense incendie n'ont pas été contrôlés. Par sondage, l'inspection a constaté que le PIA n°23 situé dans le bâtiment F03 n'a pas été vérifié depuis 2021 selon son étiquetage; les PIA n° 14/13 dans le bâtiment F03 n'ont pas été vérifiés selon leur étiquetage

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de l'inspection :** le POI est toujours à mettre à jour et à communiquer à l'inspection sous 6 mois. Les fiches scénarios peuvent utilement être complétées pour ajouter les poteaux incendie qui seraient à utiliser en cas d'incendie sur G01 et R01, où sont employés des liquides inflammables. Des fiches en cas d'incendie au laboratoire, à la chaufferie, peuvent utilement être

élaborées.
<b>Demande de l'inspection : Tous les moyens de défense incendie, type extincteurs, PIA, RIA, doivent être contrôlés annuellement.</b>
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais : 6 mois</b>

**N° 7 : Rapport d'incident - accident**

<b>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69</b>
<b>Thème(s) : Risques accidentels, Accidentologie</b>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 18 janvier 2024, un POI a été déclenché sur le site de Val-de-Reuil suite à un panache blanc provenant de l'émission d'air chaud depuis l'évent de sécurité d'un compresseur, sous une température extérieure de - 7°C.</p> <p>Une fiche de notification d'accident - incident a été remplie par l'industriel, et communiquée au Barpi par l'inspection des installations classées. Toutefois, l'exploitant indique que le résumé de l'évènement sur la base de données internet des accidents industriels ARIA mérite quelques ajustements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande : L'exploitant doit préciser sous 3 mois les ajustements qu'il souhaite apporter au résumé sur la base de données ARIA, du POI survenu sur son site de Val-de-Reuil le 5 février 2024. Il complètera son rapport d'incident - accident en détaillant les mesures mises en oeuvre pour qu'un tel évènement ne puisse pas se reproduire.</b></p>
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais : 3 mois</b>

